

La Presse

1. La Presse. 1837-04-28.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

ANNONCES :
1 fr. 50 centimes la ligne.
On les reçoit à Paris,
RUE SAINT-GEORGES, 16.



PRESSE

ABONNEMENTS :
Les 1^{er} et 15 du mois.
On s'abonne à Paris,
RUE SAINT-GEORGES, 16.

PRESSE ÉTRANGÈRE.

PRESSE ALLEMANDE.

PRUSSE RHÉNANE, 19 avril. — Les fabricants de drap sont de retour de la foire de Francfort, où ils n'ont pu conclure leurs achats ordinaires de laines. La marchandise ne manquait pas; mais les prix en Angleterre ayant fléchi de 25 à 30 0/0, et la crise commerciale devant entraîner une baisse encore plus forte, ils ont limité beaucoup leurs opérations.

(*Mercur de Souabe du 24.*)

PRUSSE, — Berlin, 20 avril. — La mort de M. Ancillon a mis en émoi toutes les ambitions; il est certain que son successeur sera bientôt nommé.

(*Gazette de Hanovre du 22.*)

— 24 avril. — S. A. R. le prince Charles est arrivé de Saint-Petersbourg.

(*Gazette d'état de Prusse.*)

RUSSE, — Saint-Petersbourg, 12 avril. — Un ukase impérial du 28 mars contient les nominations suivantes : M. Kerudener, ambassadeur aux États-Unis, est nommé ambassadeur en Suisse; M. de Potomkin, ambassadeur dans les Pays-Bas, est nommé ambassadeur à Rome et à Florence; M. de Severin, ambassadeur actuel en Suisse, passe à l'ambassade de Munich; M. le comte de Matsouevitz, rappelé de Rome sur sa demande, a été remplacé par M. le comte de Gurieff, ambassadeur à Naples; et M. le baron de Maltitz, chargé d'affaires actuellement à Londres, est nommé ambassadeur à la Haye. M. Bodisco, secrétaire de légation à Stockholm, est nommé ambassadeur aux États-Unis; M. le conseiller Kisseloff remplira à Londres les fonctions de conseiller d'ambassade.

(*Idem.*)

PRESSE ANGLAISE.

GRANDE-BRETAGNE, — Londres, 25 avril. — On croit généralement que la proposition faite par la banque d'Angleterre, d'ouvrir un crédit de 2,000,000 sterl. à la banque des États-Unis, sera acceptée aux conditions qu'elle impose à cette dernière banque, savoir : que celle-ci fera parvenir à Londres 1,000,000 sterl. 42. Cependant les nouvelles de New-York ne parlent d'aucune correspondance de Londres qui ait été reçue à une date plus récente que celle du 4 mars; et, comme la proposition des directeurs de la banque n'a été expédiée en Amérique que vers la fin du mois, elle n'a pu être soumise aux administrateurs de la banque des États-Unis qu'après le départ des trois derniers paquebots qui viennent d'arriver à New-York. (*Standard.*)

— Nous apprenons que les tories ont décidé, le 24 avril, après une orageuse discussion dans Aspley-House, que le bill des corporations municipales d'Irlande serait lu une seconde fois. On a demandé au duc de Wellington ce qu'il avait l'intention de proposer dans le comité : le duc a répondu nettement qu'il ne s'occuperait de cela que lorsque le moment opportun serait arrivé. L'année dernière, les tories modérés ont cédé le pas aux ultras : nous verrons lequel des deux partis, violent ou modéré, l'emportera cette année. Il en résulte toutefois que dans les deux chambres les ultras sont exaspérés; ils ne cachent point leur mécontentement.

(*Morning Chronicle.*)

— Nous avons reçu ce matin de Windsor de bonnes nouvelles sur la santé de la reine; on ne doute pas que S. M. ne puisse assister au lever qui est fixé à jeudi prochain.

(*Standard.*)

FRANCE. — PARIS, 27 avril.

Depuis neuf mois seulement qu'elle existe, déjà la Presse a vu se former trois cabinets et se succéder trois hommes éminents, M. Thiers, M. Guizot et M. Molé, trois arcs inégaux du même cercle formé par la majorité parlementaire.

Lequel de ces trois hommes d'état, par l'ensemble de ses actes dans le passé et celui de ses vues dans l'avenir, a le plus de droits légitimes à la confiance publique? Lequel est avec nous en conformité plus étroite de tendances, de sympathies et d'opinions?

C'est ce que nous dirons.

Chacun de ces trois hommes d'état a-t-il un système qui lui soit personnel? Et s'il n'en est pas ainsi, entre eux trois en ont-ils au moins un qui leur soit commun?

C'est ce dont on jugera, selon l'opposition ou l'accord des actes de leur ministère avec leurs opinions, leurs discours ou leurs écrits.

Le précis des faits que nous allons tracer sera rapide, il se renfermera dans un très court espace de temps : neuf mois.

Lorsque parut la Presse, le cabinet du 22 février, formé et présidé par M. Thiers, comptait déjà six mois de durée; et quand au 6 septembre, ce cabinet se retira, trois belles occasions, — le 1^{er} mai, — le 29 juillet, — le 9 août, — la fête du roi, — l'anniversaire de la révolution, — l'avènement de la nouvelle dynastie, — s'étaient offertes à lui de mériter son nom de MINISTRE DE CONCILIATION, sans qu'il se fût encore déterminé à proclamer l'amnistie, dont l'un de ses membres, M. Sauzet, s'était fait cependant la vivante personification!

Le ministère du 22 février, s'efforçant de donner un lien au faisceau brisé de la majorité éparse, ne se fit remarquer par aucun ensemble de vues politiques, par aucun ensemble d'actes administratifs, par aucun effort tenté pour entrer dans une voie neuve d'explorations, d'améliorations ou bien de réformes; il ne brilla que par quatre fautes : au dedans, — la suppression de la revue du 29 juillet; — au dehors, — la déclaration du blocus hermétique faite à la Suisse, — le projet de l'expédition de Constantine, — le commencement d'exécution d'une intervention en Espagne. Si trois des erreurs que nous venons de signaler, portent avec elles le caractère de la témérité, il n'en est pas ainsi de la quatrième, qui fut un déplorable aveu de pusillanimité, un inexplicable contresens avec les dispositions belligères, qui cependant semblent naturelles à M. Thiers.

Un système politique suppose nécessairement des vues arrêtées :

Sur un choix stable et réfléchi d'alliances internationales, choix déterminé par une communauté d'intérêts d'un ordre fixe et élevé;

Sur les bases d'une constitution militaire et navale en rapport avec la nature et le caractère de ses alliés;

Sur la direction commerciale à donner à l'agriculture et à l'industrie, en raison de l'état des relations extérieures et des débouchés assurés dans le présent ou probables dans l'avenir; car sans une véritable et solide association internationale, la prospérité intérieure d'un pays comme la France, n'aboutit qu'à préparer des crises industrielles périodiques;

Sur les moyens de consolidation et de développement du crédit public; car sans crédit public parfaitement établi, les armées et les flottes d'une nation ne sont point dans la réalité une force constituée, mais une charge pesante, qui ne crée, à l'intérieur comme à l'extérieur, qu'un état de choses précaire.

Dans un système politique, tout se lie donc; l'éducation de la nation qu'on gouverne, ses mœurs, ses besoins physiques et mo-

raux, le mouvement général de ses idées, sa gloire dans le passé, son ambition dans l'avenir, l'organisation de ses armées de terre et de mer, l'ordre de ses finances, enfin le développement commercial de ses moyens de production agricole et industrielle.

Sur ces points, M. Thiers a-t-il montré qu'il eût un système, c'est-à-dire un ordre d'idées complet et inébranlable qu'il mit noblement son ambition à faire prévaloir, comme étant l'expression la plus générale des grands intérêts de la France, et le moyen de leur donner satisfaction?

Non.

On l'a vu dans l'espoir de la conclusion d'un mariage entre l'héritier du trône de France et la fille d'un archiduc d'Autriche, changer deux fois en peu de mois son système d'alliance politique; immoler d'abord la Suisse, puis brusquement vouloir l'intervention en Espagne, afin de donner à l'Angleterre mécontente un gage de retour vers elle, et cela sans s'enquérir des graves conséquences d'une telle mobilité diplomatique, d'une telle instabilité politique, conséquences qui pendant plusieurs mois se sont traduites pour le commerce français sous la forme de dommages considérables.

En passant ainsi arbitrairement d'un système politique d'alliances au système contraire, sans se préoccuper le moins du monde de modifier en rien la constitution des forces militaires et navales de la France, M. Thiers, président du conseil et ministre des affaires étrangères, a montré par là qu'il ne se rendait à lui-même aucun compte de l'ordre nouveau d'intérêts qu'il fondait, lorsqu'il donnait à la France pour alliées les puissances continentales, ordre qu'il détruisait lorsqu'ensuite il donnait fausement à la France, pour associée solidaire, l'Angleterre, son ennemie maritime, sa redoutable rivale industrielle.

Orateur brillant et délié, causeur parlementaire adroit, souple, spirituel, flatteur habile de certains sentiments populaires, prosaïque Béranger de la tribune, sachant tout l'effet entraînant d'un refrain banal à propos répété, connaissant la toute-puissance, dans un moment critique, d'un chaleureux appel au drapeau tricolore, jamais M. Thiers ne fut et ne sera qu'un administrateur sans esprit d'ordre, de suite, ni d'unité, qu'un diplomate inconsequent, qu'un empirique parmi les hommes d'état.

Vif et entreprenant, se laissant facilement entraîner par son premier mouvement, jamais, nous en sommes sûrs, M. Thiers ne s'est préoccupé de dévouer sa vie au triomphe d'un système politique qui réglât tous les rapports de la France avec l'univers, et fondât l'ordre chez elle. Jamais M. Thiers n'a su ce que c'est que l'ordre; pour lui, l'ordre se borne à la répression de l'émeute, et à l'occupation de la présidence du conseil par lui.

M. Thiers n'a toute sa valeur que lorsque la tribune l'anime; son imagination alors le sert admirablement, mais ce serait s'abuser que de le croire capable d'exécuter ce qu'il conçoit, ce qu'il décrit, ce qu'il conseille, ce qu'il prescrit. Ce n'est plus le même homme dès qu'il s'est refroidi, dès qu'il a quitté la tribune pour entrer dans son cabinet. Là, il n'est plus qu'un administrateur insouciant, peu ferme, peu travailleur, peu résolu, sans initiative et sans idées, laissant le gaspillage l'envahir de toutes parts, compromettre son caractère et sa responsabilité. S'il achève à grands frais de beaux monuments, il les dépare. M. Thiers n'a aucune sûreté de goût. Si une révolution éclate, c'est après qu'elle est consommée que commence son rôle; si une revue exige une prompte résolution et une grande présence d'esprit, il la contremande; si des négociations diplomatiques veulent un esprit conciliant, comme en Suisse, M. Thiers se montre arrogant et dur; en une autre occasion il manquera de fermeté.

Pour M. Thiers, l'intervention en Espagne ou l'expédition de Constantine n'eussent été rien; il ne se serait laissé arrêter ni par la crainte de graves complications, ni par la nécessité de se renfermer dans les limites du budget voté. Quelquefois il se surprend à se considérer comme s'il était un Napoléon au petit pied.

Mais nous manquerions de justice et d'impartialité si nous terminions sans ajouter que M. Thiers est accessible aux idées grandes et généreuses, lorsqu'il peut prendre sur lui de leur prêter attention. Dans ce second article, nous avons seulement voulu montrer que si M. Thiers est un orateur remarquable, ce n'est qu'un fort médiocre homme d'état, incapable de concevoir un système politique dans toute l'extension que nous donnons à ce mot, et plus incapable encore d'en suivre l'exécution.

M. Thiers, en se retirant le 5 septembre, a pu se donner facilement l'apparence d'un système politique; mais il n'en a jamais eu en réalité.

La loi sur la dot de S. M. la Reine des Belges a été votée aujourd'hui par la chambre des députés à la majorité de 239 voix contre 140.

Le *National*, le *Courrier français*, le *Bon Sens*, le *Constitutionnel*, le *Monde*, l'*Europe*, la *France*, la *Quotidienne*, n'ont pas trouvé ce matin un seul mot d'éloge pour la commutation de peine accordée à Meunier par la clémence royale.

Leur silence ne doit pas étonner; s'ils l'oulaient par fois ce qu'il leur est tout-à-fait impossible de critiquer, ils sortiraient de leur routine; ils ne seraient plus systématiquement de l'opposition; ils perdraient les traces de leurs partis; ils ne sauraient plus où aller, ni où se retrouver; l'impartialité est une voie qui leur est tout-à-fait inconnue, c'est un nouveau monde à découvrir pour eux. Mais si ces journaux gardent un prudent et morne silence, il n'en est pas ainsi du *Journal des Débats* qui fait le pathétique et l'armoyant narré que voici :

« Meunier, aussitôt après la condamnation prononcée contre lui, avait écrit au roi dans des termes qui annonçaient le plus sincère repentir; Meunier demandait grâce. Mais avant même que le pourvoi fût parvenu jusqu'à S. M., déjà le conseil des ministres délibérait sur cette grave question; et le roi s'étant prononcé pour une commutation de peine, en considération des bons sentiments plusieurs fois exprimés par l'accusé pendant le cours de son procès, l'ordonnance de grâce venait d'être signée lorsque la supplique de Meunier fut apportée au conseil.

« En ce moment entrant dans la cour du château une femme âgée, marchant avec peine, et qui paraissait en proie à une affreuse émotion. Elle demandait avec instance à remettre une pétition à la reine. C'était une mère bien malheureuse! c'était la mère de Meunier...

« Les officiers du roi l'accueillent et vont prendre les ordres de la reine. Quelques minutes après, la suppliante était aux genoux de S. M., baignant de larmes ses mains augustes, et demandant grâce avec des convulsions et des sanglots. La reine ignorait encore la décision du conseil des ministres; elle pouvait offrir que des consolations, tremblant de donner de fausses espérances. Mais la porte s'ouvre; on annonce le roi... Le roi vient mettre fin aux perplexités de la reine, il vient lui-même annoncer à la mère du régicide que son fils vivra : « J'ai commué » sa peine, dit le roi; votre fils s'est repenti. Je veux qu'il vive! Je n'ai » pas attendu son pourvoi pour lui faire grâce... » Et comme cette malheureuse, interdite, éperdue, en présence de tant de grandeur et de bonté, ne trouvait que des pleurs pour répondre : « Rassurez-vous! » a ajouté le roi; votre fils sait déjà qu'il a sa grâce. Je viens d'envoyer » le président de la cour des pairs pour le lui apprendre! » Alors le roi a relevé la mère de Meunier, qui était restée à genoux aux pieds de la reine, et il l'a fait asseoir sur un fauteuil en continuant à lui adresser des paroles de félicitation et de bienveillance. Cette scène touchante s'est prolongée quelques minutes, après lesquelles LL. MM. se sont retirées, non sans avoir recommandé cette pauvre femme, qu'accablaient tant d'émotions, aux soins de leurs officiers.

Le récit déchirant du *Journal des Débats* rappelle la touchante apologie que, dans son excès de zèle et dans sa manie de mettre en scène le roi et la famille royale, l'officieux journal fit aussi, mais un peu tôt, du vénérable oncle Barré! l'honorable négociant!! le respectable vieillard!!!

C'est par de telles scènes mélodramatiques, imitées pour la facture et pour le style de MM. Guilbert de Pixérécourt et compagnie, que le *Journal des Débats* croit servir et faire respecter la royauté; il se trompe, c'est au contraire ainsi que l'on gâte toutes les plus nobles causes par l'emphase et la déclamation.

On voudrait déconsidérer l'exercice de la plus belle des prérogatives royales, qu'en vérité on ne ferait pas mieux.

On s'est beaucoup moqué du chauvinisme impérial exploité par le *Constitutionnel*; le chauvinisme royaliste du *Journal des Débats* n'est pas moins ridicule.

Pourquoi donc vouloir toujours gâter, par l'exagération, ce qui brille par une noble simplicité?

En commuant la peine de Meunier, le roi a fait un acte digne de lui, que nous nous sommes hâtés de louer; mais il n'était pas nécessaire que M. le président de la cour des pairs poussât la condescendance envers le régicide jusqu'à s'empresse de lui porter lui-même la nouvelle de sa grâce.

Tant d'égards pour le sort d'un condamné qui ne mérite ni cet intérêt, ni cette pitié, sont une haute inconvenance commise, et une contradiction choquante avec la rigueur déployée dans d'autres circonstances.

Nous regrettons d'être contraints de le dire; mais, ce dont le gouvernement manque le plus souvent, ce n'est point la force, mais la mesure; il exagère la répression, lorsqu'il veut faire de la fermeté; il dénature la clémence, lorsqu'il veut faire de la modération.

Il semble qu'en France on ne puisse jamais être de bonne foi avec soi-même, et rester dans les termes exacts de la vérité.

Nous avons trouvé ce soir dans la boîte du journal une pièce de vers sous enveloppe, intitulée *Ode au Roi*, avec deux épigraphes latines et une épigraphe tirée des poésies d'André Chénier. Au bas, point de nom d'imprimeur, et cette seule désignation : *Imprimerie de la République*.

Une pareille désignation nous dispense d'expliquer tout ce qu'il y a d'exaltation frénétique dans les strophes de cette ode qui respire la vapeur du sang, mais qui, nous devons le dire, ne manque ni de talent ni de mérite sous le rapport de la facture du vers.

Il paraît que cette ode, où sont tour à tour exaltés les Louvel, les Fieschi, les Pepin, les Morey, les Alibaud, et Meunier lui-même, aura été composée immédiatement après la sentence de la cour des pairs; la commutation de peine et la clémence royale sont venues déranger l'œuvre de l'auteur et les éloges qu'il donne au martyre de Meunier.

En vérité, on a de la peine à concevoir une semblable férocité; une férocité qui rappelle les pages du père Duchesne. Il y a une menace de mort contre le roi qui revient comme un glas funèbre à la fin de plusieurs strophes, et qui afflige quand on pense que c'est avec de pareils moyens que l'on fanatise des têtes faibles. Voilà pourtant les déplorables conséquences de ce système vicieux d'éducation qui dote la tête aux dépens des bras, qui crée des centaines de tribuns, sachant aligner quelques vers, arrondir une période, et incapables de se créer des moyens d'existence dans une société qu'ils veulent bouleverser afin de s'exhausser sur des débris.

PARLEMENT ANGLAIS.

Le bill des corporations municipales a été présenté pour la deuxième fois devant la chambre des lords. Après un discours de lord Wellington et de lord Lyndhurst, et une réponse de lord Melbourne, la chambre s'est ajournée au 15 mai après la deuxième lecture. La chambre des communes s'est ajournée après une séance insignifiante.

Chronique.

Hier au soir S. M. a travaillé avec M. le président du conseil. Dans la soirée M. le comte de Bondy, M. le général Sébastiani, M. le duc de Tarente, M. le duc de La Rochefoucauld, M. l'amiral Roussin, M. Lehon et plusieurs députés, ont eu l'honneur d'être reçus par LL. MM.

Aujourd'hui le roi a travaillé avec le ministre de l'intérieur.

A une heure MM. les ducs d'Orléans et de Nemours sont sortis pour aller au Champ-de-Mars assister aux courses de chevaux.

A une heure et demie le roi et la famille royale sont sortis pour aller à Saint-Cloud.

M. le préfet de la Haute-Garonne a été reçu par le roi.

Le roi, à l'occasion de sa fête, recevra :

Le 30 avril, à huit heures du soir, les dames du corps diplomatique;

A huit heures et demie, le conseil d'état;

Le premier mai, à onze heures, MM. les aides-de-camp et officiers d'ordonnance du roi et des princes;

A onze heures et demie, MM. les ministres et MM. les maréchaux;

A midi, les grandes députations de la chambre des pairs et de la chambre des députés; les députations de la cour de cassation et de la cour des comptes; le conseil royal de l'instruction publique; la députation de la cour royale; l'Institut; le corps municipal et les autres corps constitués;

M. le préfet de Seine-et-Oise et MM. les maires de Versailles et des autres villes du département; MM. les officiers-généraux et supérieurs qui ne font point partie de la garnison, ainsi que MM. les fonctionnaires civils et militaires;

Le même jour, à deux heures et demie, MM. les officiers des gardes nationales de Versailles et autres du département de Seine-et-Oise; MM. les officiers de l'état-major-général des gardes nationales du département.

de la Seine; MM. les officiers des légions de la banlieue et de Paris; MM. les officiers composant l'état-major des Invalides; MM. les généraux et les états-majors de la division et de la place, ainsi que MM. les officiers des différents corps et régiments de la garnison de Paris, et MM. les officiers supérieurs de la garnison de Versailles.

A quatre heures, S. M. recevra le corps diplomatique.

Le 2 mai, à huit heures et demie du soir, il y aura réception des dames; les hommes seront admis.

Dispositions locales. — Le 30 avril, les voitures des dames du corps diplomatique et du conseil d'état s'arrêteront au pavillon de l'Horloge.

Le 1^{er} mai, les voitures des ministres et des maréchaux s'arrêteront au pavillon de Flore.

Tous les corps et députations reçus de midi à deux heures et demie, entreront par le pavillon de l'Horloge et le grand escalier.

MM. les officiers des états-majors et des légions, ainsi que ceux des gardes nationales de Seine-et-Oise, et des garnisons de Paris et de Versailles, entreront par la porte du Musée, et se réuniront dans la grande galerie du Louvre, où ils seront admis dès onze heures du matin.

Toutes les personnes admises le 2 mai entreront par le pavillon de l'Horloge.

Correspondance particulière de la Presse.

ESPAGNE. — Madrid, 19 avril. — Le gouvernement vient d'intimer l'ordre au colonel, frère du général Cordova, à M. Herrera d'Avila, officier, et au colonel Espeleta, de quitter la capitale et de se rendre à l'armée. Ces officiers appartiennent à l'opinion modérée. Cette mesure gouvernementale donne lieu à de nombreux commentaires.

Toutes les ressources de l'infant François de Paule, pour faire vivre avec la plus stricte économie sa nombreuse famille, étant épuisées, le prince se voit dans la nécessité de recourir à des moyens extrêmes parce qu'il lui est dû un semestre de l'allocation votée à son profit par les cortès. En conséquence, S. A. R. a résolu de mettre en vente plusieurs objets dont elle peut disposer, notamment un haras qu'elle possède à Cordoue.

Chambre des Pairs.

PRÉSIDENCE DE M. PORTALIS (VICE-PRÉSIDENT.)

Séance du 27 avril.

SOMMAIRE. — Communication du gouvernement. — Lectures de rapports. — Rapports du comité des pétitions.

La séance ouvre à deux heures un quart; le procès-verbal est lu et adopté.

M. MOLE, ministre des affaires étrangères, présente un projet de loi adopté par la chambre des députés, qui augmente la dotation du prince royal à l'occasion de son mariage.

Acte est donné de la présentation.

M. MALOUET demande que la chambre vote immédiatement.

M. DE BROGLIE fait observer que la chambre n'est pas en nombre et demande qu'il soit nommé une commission qui ferait demain son rapport.

M. DUBOUCHÉ regarde cette proposition comme contraire au règlement.

Une discussion sur l'interprétation du règlement s'engage entre MM. Tassier, de Fréville, de Praslin et de Coigny.

La proposition de M. de Broglie est adoptée, la commission est nommée et se compose de MM. de Tarente, de Broglie, Séguier, de Pontécoulant, de Coigny, de Saint-Cyr Noguès et de Crillon.

M. LE PRÉSIDENT donne communication d'une ordonnance qui nomme M. Roy président de la commission de la caisse d'amortissement.

M. LE PRÉSIDENT tire au sort les noms de MM. les pairs chargés de féliciter le roi à l'occasion de sa fête.

M. ROY fait le rapport du projet de loi sur les travaux publics.

M. D'HAUBERSAERT présente le rapport du projet de loi tendant à modifier divers articles du code forestier.

M. DE LAPLACE fait le rapport relatif à la levée de 80,000 hommes.

La discussion de ces projets est fixée à demain, après la séance de la chambre comme cour de justice pour l'entérinement des lettres de grâce de Mennier.

M. D'HAUBERSAERT fait ensuite le rapport d'une pétition par laquelle le sieur Bergeron-Dangay, propriétaire à Nouan-le-Fuselier (Loir-et-Cher), adresse des observations tendant à l'abolition de la vaine pâture.

La chambre entend MM. Decazes, de Morogues, et renvoie cette pétition à M. le ministre du commerce.

La séance est levée et remise à demain.

Chambre des Députés.

PRÉSIDENCE DE M. DUPIN.

Séance du 27 avril.

SOMMAIRE. — Rapport sur le projet de loi relatif à la responsabilité des ministres. — Discussion et vote de la dotation de la reine des Belges.

A une heure et demie, le président monte au fauteuil.

Le procès-verbal est lu et adopté comme à l'ordinaire.

La séance reste long-temps suspendue, la chambre n'étant pas en nombre.

M. LAVIELLE dépose un rapport d'intérêt local.

M. JOLIVET dépose le rapport de la commission chargée d'examiner le projet de loi sur la responsabilité ministérielle.

Les projets seront imprimés et distribués.

M. LE PRÉSIDENT : L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi relatif à la dotation de la reine des Belges. Les orateurs inscrits contre le projet sont MM. Salvette, Larabit, général Thiers, Charamaule et Dugabé.

Aucun orateur n'est inscrit pour.

La parole est à M. le ministre de l'intérieur. (Mouvement d'attention.)

M. DEMONTALIVET, ministre de l'intérieur : La chambre voudra bien se rappeler qu'à une des dernières séances, lorsqu'une interpellation fut adressée aux membres du cabinet afin qu'ils eussent à déposer sur le bureau de la chambre les pièces justificatives de l'insuffisance du domaine privé, en exécution de l'article 21 de la loi du 2 mars 1832, la chambre voudra bien se rappeler, dis-je, qu'alors cette demande parut prématurée, et que le cabinet déclara que le jour de la discussion, des observations seraient soumises à la chambre; mais dès le premier moment, le cabinet déclara aussi que la demande d'un dépôt lui semblait contraire au véritable esprit de la loi du 2 mars 1832, et que nous ne pensions pas qu'aucune pièce justificative dût être déposée. Telles ont été nos paroles, Messieurs, si vous voulez bien vous les rappeler. En effet, une fois les états déposés sur cette tribune, comment la chambre aurait-elle pu se dérober à toutes les conséquences de ce dépôt? c'est-à-dire, une véritable enquête, absolument comme s'il se fût agi d'administration publique; le dépôt ne devait pas être fait, je le répète, car le domaine privé est mis en dehors des investigations parlementaires.

Le domaine privé du roi se compose non seulement des biens qui appartiennent au roi à son avènement, mais de toutes les acquisitions qu'il fera pendant son règne. Pour juger l'état du domaine privé, il faudrait donc connaître et les acquisitions nouvelles qu'il peut avoir faites, et les charges qu'il a à supporter. Il aurait donc fallu pour cela apporter à cette tribune, non seulement les comptes du domaine privé, mais encore les comptes de la liste civile. Cela ne pouvait être. Nous avons donc dû nous refuser à faire le dépôt des états justificatifs réclamés. Etait-ce pour nous soustraire à l'obligation de vous faire connaître la véritable situation financière de la couronne, qui a donné lieu, depuis quelque temps, à tant de calomnies? Non, messieurs; nous nous sommes refusés au dépôt parce que nous avons des devoirs de convenance à remplir; mais nous sentions aussi que nous avons un autre devoir à accomplir, celui de venger la couronne de l'amertume des calomnies dont on l'a abreuvée. Nous sommes donc heureux de pouvoir répondre, en vous présentant un aperçu général des charges de la liste civile, au désir si patriotique manifesté par la chambre, de vouloir s'éclairer sur toutes les questions qui lui sont soumises.

Je vais donner à la chambre connaissance des chiffres qui établissent la situation de la liste civile. Ces chiffres, nous les avons examinés en conseil de cabinet, nous les avons soumis à la commission, qui a pu les vérifier.

M. LHERBETTE : C'est trop tard.

M. DE MONTALIVET : Je dois faire connaître d'abord de quoi se composent les revenus ordinaires du domaine privé. Ces revenus s'élevaient à 2,593,737 fr., ceux de la liste civile, y compris les 12 millions versés par le trésor public et l'apanage réuni, s'élevaient à la somme de 18,674,389 fr. Ainsi le total des re-

nus ordinaires du roi, tant comme usufruitier que comme propriétaire, forment un chiffre de 21,270,646 fr.

Il est nécessaire de rendre compte à la chambre des charges qu'ont à supporter la liste civile et le domaine privé. Celles du domaine privé pour les dettes de la succession maternelle et les contributions, forment une somme de 4,592,288 fr.; celles de la liste civile, une somme de 9,648,513 fr.; somme totale, 14,240,801 fr. Ainsi sur les revenus de la liste civile et du domaine privé il reste libre seulement 10,035,846 fr.

C'est sur cette somme que la couronne est obligée de subvenir à toutes les dépenses personnelles, à celles des princes et des princesses. C'est là-dessus que sont prises les dépenses de déplacement et de voyages des princes; c'est sur cette somme qu'ont été pris les frais des voyages en Afrique et en Allemagne des ducs d'Orléans et de Nemours.

Ce n'est pas tout encore, le roi doit venir au secours des malheureux pour lesquels on l'implore chaque jour; chacun de vous est témoin, Messieurs, que jamais vous n'avez sollicité en vain pour le malheur auprès de Sa Majesté, qui se trouvait heureuse de faire le bien par votre intermédiaire.

La couronne doit, sur cette faible somme, pourvoir encore aux encouragements pour les arts et les sciences; elle doit acheter des tableaux, des statues; car dans les onze millions de charges que j'ai énumérées, il n'a pas été compris une seule statue, un seul tableau, bien que le chiffre des acquisitions faites par la liste civile s'élève chaque année au décuple de celui porté au budget pour cet objet.

Il faut encore que la liste civile pourvoie au repeuplement des forêts, et elle le fait avec tous les soins d'un propriétaire jaloux d'améliorer sa propriété, et non comme un usufruitier.

En effet, près de trois mille hectares ont été plantés et semés, et certes, ce n'est pas pour elle que la liste civile travaille, puisque ces plantations ne produiront rien d'ici à plus de cinquante ans.

C'est encore sur ces fonds que l'on doit prendre pour les dépenses des palais de la couronne, non pour les entretenir, car cela fait partie des charges fixes; mais pour les constructions et embellissements entrepris pour procurer les moyens de se distinguer à nos artistes.

Messieurs, voilà les charges, et encore je m'aperçois que j'ai oublié l'industrie, si bien encouragée par S. M. Je ne citerai qu'un seul exemple : c'est que depuis le mois d'octobre, la liste civile a commandé seulement à Paris pour 750,000 fr. d'ébénisterie.

La chambre n'attend pas, sans doute, des détails de dépenses; je m'en suis tenu aux chiffres généraux. Il est important que la chambre connaisse la situation du domaine privé et de la liste civile. Au 31 décembre 1836, le domaine privé devait 6,553,000 fr. 57 c., la liste civile 11,605,229 fr., ce qui fait un total de 18,158,229 fr. 57 c.

Maintenant, comme la chambre doit connaître la vérité toute entière, nous dirons que des acquisitions ont été faites par le domaine privé, depuis le 9 août 1830, ces acquisitions se sont élevées à 11,988,767 fr. Je dois faire observer que ces acquisitions n'ont pas eu lieu dans le but de placer des économies, mais par un motif que la chambre a apprécié.

La liste civile a acheté également pour 751,250 fr., total des acquisitions 12,740,017 fr. en immeubles. En outre elle a acquis 16,000 fr. de rentes que le roi transmet à son fils pour payer des pensions à d'anciens serviteurs.

J'ai dit que ce n'était pas pour placer des économies que ces achats ont eu lieu; en effet pendant que le domaine privé achetait d'un côté, il était obligé de vendre d'un autre.

On a aliéné dans le domaine privé plus de 3,500 hectares pour le prix de 4,126,800; mais comme une partie appartenait à Mme Adélaïde, on a été obligé pour vous donner des chiffres de déduire cette portion qui s'élève à 2,570,166 fr. 57 c.

Ainsi, la bonification se réduit à 10,181,835 fr. qu'il faut encore déduire du chiffre total, afin que la chambre puisse voir l'insuffisance; car les acquisitions du domaine privé n'empêchent pas que ces dettes n'existent, et ces dettes s'élèvent à la somme de 8,868,700 fr.

Vous n'avez pas oublié que la loi sur la liste civile n'est intervenue qu'en 1832, et qu'elle fut ordonnée provisoirement sur le chiffre de 18 millions; la loi fit remonter l'établissement de la liste civile au mois d'août 1830; mais elle ne fut fixée qu'à 12 millions.

Les neuf millions perçus au-delà de ce chiffre par le trésor du roi, ne furent pas réclamés, on crut que la liste civile devait les conserver. Si la liste civile eût été toujours de douze millions, la dépense du roi aurait été de neuf millions en plus que la recette, ce qui ferait près de deux millions par an. A part le mérite de cette dernière observation, l'insuffisance du domaine de la couronne est notoire, et les chiffres répondent aux calomnies dont elle a été l'objet, et auxquelles M. le président du conseil regrettait de ne pas pouvoir répondre.

Voilà, Messieurs, les résultats généraux que nous croyons devoir à la chambre. (Très bien! très bien!)

M. LHERBETTE : Le ministre a reconnu la prescription de l'article 21 de la loi de 1832; il a reconnu que ce n'est qu'en cas d'insuffisance (Rumeurs) du domaine privé que l'état doit subvenir à la dotation des enfants puînés du roi. (Violentes murmures.)

Je dirai au ministre qu'il est impossible à la chambre de se reconnaître dans ces chiffres qu'on vient de donner (Violentes murmures), sans qu'aucune justification soit faite. (Nouvelles rumeurs.) Si vous avez la facilité de faire et de comprendre si facilement des chiffres, j'ai vous en félicite. (Murmures.)

Je dis que le ministre a confondu deux choses essentiellement distinctes, la liste civile et le domaine privé, peu importe la situation de la liste civile. La question est tout entière dans le domaine privé. Ce n'est pas sur ses revenus, mais sur son capital qu'un père de famille dote ses enfants; ce que le ministre devrait nous présenter, c'est la valeur capitale du domaine privé. (Nouveaux et violents murmures.)

Je remercie M. le président de m'avoir interrompu par une objection qui va tout droit contre son opinion. Il dit que le domaine privé a été abandonné par le roi à ses enfants. Eh bien! pour savoir s'il y a une insuffisance pour chacun des enfants du roi, il faut connaître la valeur réelle du domaine privé.

Je dois ajouter que l'abandon fait par le roi à ses enfants n'est pas le revenu; mais la nue propriété, le roi s'est réservé l'usufruit. Pour doter ses enfants il n'a besoin que de donner cet usufruit, cela suffit. (Rumeurs.)

Ce qu'il faut connaître, c'est la valeur du domaine privé. Je crois d'ailleurs que la valeur indiquée dans la donation n'est pas exacte; car la direction de l'enregistrement a calculé les droits sur une valeur double. (Rumeurs.)

Si l'on veut amalgamer la liste civile avec le domaine privé, vous nous obligerez à demander les comptes de la liste civile.

Quant aux acquisitions, elles n'ont pu être faites avec les revenus, s'ils ont été abandonnés aux enfants, autrement il faudrait admettre que la donation du 7 août n'a été que fictive. (Violentes rumeurs.)

M. SALVERTE : Messieurs, pour mon compte, je déclare qu'il n'est pas en mon pouvoir de saisir des chiffres aussi rapidement posés, quand même la commission les affirmerait, ce ne serait pas pour cela les prouver; la preuve la plus incontestable, c'est l'impression et la distribution des pièces justificatives. Je serais donc tenté de proposer à la chambre de suspendre la discussion jusqu'à cette impression et cette distribution. (Murmures et réclamations.)

Voix à gauche : Appuyé! appuyé!

M. DEMARÇAY au président : Consultez la chambre, la proposition est appuyée. (Bruit; nouveaux murmures.)

M. LE PRÉSIDENT : Faites silence d'abord, et je consulterai la chambre ensuite.

M. SALVERTE : Non! non! Je n'insiste pas.

Une voix : La question préalable! (Réclamation. Bruit prolongé.)

M. LE PRÉSIDENT : M. Salvette n'insiste pas sur sa proposition, ne demandez pas plus que lui.

M. SALVERTE : Je déclare que je renonce à ma proposition; je vais rentrer dans la discussion.

L'orateur examine les motifs qui ont porté le gouvernement à présenter le projet. Le premier motif est le respect des traditions de l'ancienne monarchie. Je ne veux pas faire la guerre aux mots, ajoute M. Salvette, loin de moi cette pensée; mais enfin, qu'est-ce que les traditions de l'ancienne monarchie? Sommes-nous au temps des Carolingiens, de Hugues Capet, de François I^{er}, de Charles IX, dans ces temps féodaux où, lorsqu'un auzerain aimait son fils chevalier, il levait une nouvelle dime sur ses vassaux? (On rit.) Non, Dieu merci, nous ne sommes plus à ces temps! Nous vivons sous le régime de 89 et de 1830 : le roi est un père de famille comme un autre, et il doit pourvoir comme un simple particulier à l'établissement de ses enfants.

Un autre motif a été allégué lors de la présentation de la loi; on a dit que le contrat de mariage était un traité; sans doute la charte accordée au roi la faculté de faire des traités, mais ces traités ne lient point le pouvoir législatif. Je sais qu'on a parlé de la responsabilité du ministre qui a signé ce prétendu traité, mais cette raison ne peut être sérieuse; il ne peut venir à l'esprit de personne que la responsabilité d'un ministre puisse être engagée dans des arrangements de famille.

L'orateur termine en déclarant que le gouvernement ne peut venir raisonnablement demander à la chambre le vote du projet de loi en s'appuyant sur la loi du 2 mars 1832, lorsqu'il ne justifie pas de l'insuffisance du domaine privé, ainsi que le prescrit l'article 21 de cette même loi du 2 mars 1832.

M. LE PRÉSIDENT : La parole est à M. Larabit.

M. LAS-CASES, membre de la commission : Je demande la parole.

M. LARABIT : Il est d'usage que le rapporteur ne prend la parole qu'à la fin de la discussion générale.

M. PAIXHANS : Personne n'est inscrit pour le projet; je demande la parole pour le soutenir.

M. LE PRÉSIDENT : Écoutez le rapporteur qui a des renseignements à donner.

M. LAS-CASES : Messieurs, la chambre a désiré savoir comment s'était formée la conviction de la commission; voici comment : d'abord la commission avait décidé qu'elle s'en rapporterait à la notoriété; mais plus tard, M. le ministre de l'intérieur fut appelé au sein de la commission et communiqua les pièces à l'appui des chiffres qu'il a donnés à cette tribune à l'ouverture de la séance.

Je dois dire encore que, avant et après le rapport, chacun des membres de la commission qui a voulu prendre des informations officielles, a pu le faire; ainsi donc la conviction des membres de la commission est pleine et entière, et c'est après s'être environné de tous les renseignements nécessaires, qu'elle vous a proposé à l'unanimité l'adoption du projet de loi.

M. LARABIT monte à la tribune : L'orateur s'étonne que la commission, ainsi que l'a déclaré un de ses membres, ait pu, un seul instant, penser que la notoriété fût suffisante pour baser son opinion sur le projet de loi. Il se plaint que M. le ministre de l'intérieur n'ait cru devoir donner des chiffres à la chambre qu'au dernier moment, et se soit refusé à toute communication de pièces à l'appui de la prétendue insuffisance du domaine privé.

Toutefois, M. Larabit croit avoir saisi, au milieu de ces chiffres jetés en l'air, que dans le domaine privé il restait un million de revenu sans emploi, ce qui constituerait un capital d'environ trente millions, sur lesquels il eût été facile de prélever un million pour la dot de la reine des Belges; que c'est sur le capital et non sur le revenu que les enfants sont ordinairement dotés.

L'orateur continue au milieu du bruit des conversations particulières à discuter sur les chiffres donnés par M. le ministre de l'intérieur.

M. PAIXHANS succède à la tribune à M. Larabit. L'orateur dit qu'il a demandé la parole, poussé par un sentiment dont il n'a pas été le maître, en voyant tous les orateurs de l'opposition monter à la tribune à rangs pressés, sans qu'un seul membre de la majorité élevât la voix pour les combattre; il ajoute qu'on lui a appris que c'était un calcul, une tactique adoptée par la majorité, mais que lui ne peut approuver cette sorte de calcul et qu'il vient déclarer qu'il votera pour la loi.

L'honorable député entre ici dans la considération politique sur la position respective de la France et de la Belgique; le bruit qui couvre la voix de l'orateur ne nous permet pas de saisir dans son entier un seul de ses arguments. (Aux voix! aux voix!)

M. LE PRÉSIDENT : La parole est à M. le général Thiers.

M. LE GÉNÉRAL THIERS : Je veux seulement dire que, puisque vous n'avez pas voulu ordonner le dépôt des pièces pour qu'on pût vérifier l'authenticité des chiffres énoncés, je déclare que je ne puis les discuter, et je renonce à la parole.

Malgré les riches propriétés du domaine privé, consistant en 184,000 hectares de forêts, le Palsis-Royal et d'autres immeubles, vous croyez à l'insuffisance; vous êtes les maîtres de voter de confiance, mais moi je vote dans cette situation contre la loi proposée. (Rumeurs. Aux voix! aux voix!)

M. CHARAMAULE (Aux voix! aux voix!) : Messieurs, le ministre de l'intérieur est entré dans des détails de chiffres; selon moi, la question n'est pas là, elle a été complètement déplacée, et je demande à la chambre la permission de la rétablir. (Aux voix! aux voix!)

L'orateur continuant, déclare toutefois qu'il répondra à ces chiffres mis en avant par M. de Montalivet; d'abord il voit, d'après la somme payée à l'enregistrement, par suite d'un acte passé devant MM. Dentend et Noël, notaires à Paris, que le revenu du domaine privé s'élevait à 1,588,635 fr., et il s'étonne de la réduction que M. le ministre de l'intérieur a fait subir à ce chiffre lorsqu'à la tribune il n'en a énoncé qu'un de 1,353,035 fr., dans laquelle n'est pas compris le rapport de la forêt de Breteuil, que l'on peut évaluer à 400,000 fr., ce qui, à quatre pour cent, constitue un capital de 10,000,000 fr.

On a dit, ajoute M. Charamaule, que l'on a pu acheter d'un côté sans aliéner de l'autre; mais alors on a fait une chose que l'on n'avait pas le droit de faire; car à l'avènement au trône de Mgr le duc d'Orléans, lieutenant général du royaume, les biens du domaine privé furent abandonnés aux princes et aux princesses avec simple réserve de l'usufruit; or la nue propriété ne pouvait être aliénée, puisqu'elle appartenait à des mineurs placés sous l'égide de la loi.

En vain, nous objectera-t-on, que l'on n'a aliéné qu'à la condition de remplacer; car dans ce cas il aurait fallu en référer devant les tribunaux, qui seuls ont droit d'autoriser cette opération et de juger les avantages que peuvent en retirer les mineurs; or rien de semblable n'a été fait; donc si cette échange de propriétés était possible en droit, elle n'a pas existé en fait.

L'orateur déclare de nouveau que la question n'est pas dans ces chiffres, mais bien dans le traité, ou du moins dans l'époque où ce traité a été fait. C'est, dit M. Charamaule, la position du domaine privé à cette époque qu'il faut examiner, et alors nous verrons qu'il n'y avait pas insuffisance, puisqu'un acte authentique, en date du 7 août, avait cédé aux enfants du lieutenant-général du royaume une masse de biens, estimés dans l'acte à un revenu net de 1,588,635 et des créances sur l'état pour la somme de dix millions, ce qui forme à deux et demi pour cent un capital de soixante-deux millions quatre-vingt quatre mille six cent vingt-deux francs. Depuis, le domaine privé a encore acheté la forêt de Breteuil au prix de dix millions.

J'abandonne les dix millions de créances qui ont pu être employées aux améliorations de l'apanage, ainsi que les 9 millions perçus en trop jusqu'en 1832 par la liste civile, et je déclare que le capital reste encore bien suffisant et au-delà, pour doter les enfants puînés du roi. Aussi n'ai-je pas cru les justifications demandées nécessaires.

L'orateur s'étonne qu'on prétende aujourd'hui qu'il y a insuffisance, lors que rien n'est venu diminuer les revenus ou le capital du domaine privé.

Ce n'est pas, suivant l'orateur, seulement une somme d'un million qui ira enrichir un prince étranger, mais une somme de plus de dix millions qui la princesse porte à l'étranger. De sorte que lors du mariage des deux autres princesses, il sortira de France plus de trente millions.

M. DE MONTALIVET : Je serai aussi clair et aussi bref que possible; mais je dois répondre aux attaques dirigées contre la couronne et au dehors et dans la chambre, car c'est le devoir de tous, et surtout celui d'un ministre du roi, de repousser ces accusations et ces calomnies.

Je serai obligé de parler de nouveau de chiffres, bien que ce ne soit pas la question la plus importante pour la nation française, car il y aurait à invoquer de hautes considérations politiques pour entraîner votre vote.

Je répondrai d'abord à M. le général Thiers, qui s'est plaint de n'avoir pu vérifier les chiffres, que je les ai affirmés à la chambre, et qu'elle peut croire à ma parole. (Agitation.)

Messieurs, tout le monde sait ce que j'ai été depuis sept ans, et on peut croire à ma parole, donnée sous ma responsabilité. (Rumeurs.)

Ce n'est pas cent quatre-vingt quatre mille hectares de bois que possède le domaine privé, mais seulement cinquante-neuf mille hectares, car les cent-huit autres mille appartiennent au domaine de la couronne, et non au domaine privé. (Agitation.)

M. THIERS : J'ai puisé vos chiffres dans les documents déposés, lors de la discussion de la liste civile, si vous les contestez aujourd'hui, ce n'est pas ma faute. (Rumeur.)

M. DE CORMENIN : C'est cent soixante-deux mille hectares.... (Violente agitation et tumulte : A la tribune! à la tribune.)

M. DE CORMENIN se rassied et se croise les bras.

M. DE MONTALIVET : Je prie la chambre, si M. de Cormenin veut monter à la tribune, (oh! oh!) de l'écouter; je désire même qu'il dise son opinion, afin de pouvoir lui répondre. (Murmures.)

M. DE CORMENIN monte à la tribune. (Ah! ah! enfin, violent tumulte et rire.)

M. LE PRÉSIDENT : Je prie la chambre d'écouter et de respecter le droit de chacun de ses membres. Ces exclamations sont inconvenantes.

M. DE CORMENIN : M. le ministre de l'intérieur a attaché l'épithète de calomnieuse à une évaluation qui n'est pas de moi. (Agitation.)

Elle appartient au pamphlet publié contre moi sous le titre de la Liste civile dévoilée. Le pamphlet de la police de la couronne porte le nombre des hectares du domaine privé à cent quatre-vingt quatre mille; dans mon opinion, il n'est que de cent soixante-deux mille. Ainsi, vous voyez que l'expression de calomnie doit être attachée au pamphlet dirigé contre moi. (Rumeurs), et non à moi.

Il ne s'agit pas d'examiner les dépenses de la liste civile, je refuse ce terrain puisque vous avez refusé de communiquer les pièces, lorsque vous les avez déposées, je les discuterai : nous n'avons besoin que de la preuve de l'insuffisance du domaine privé. J'établis qu'il est de soixante millions (Violente rumeur); le calcul est clair, vous dites que les revenus sont de deux millions, vous avez dix millions de dépenses pour constructions et améliorations au Palsis-Royal qui seront recouvrés plus tard; voilà donc soixante-deux millions. Vous avez acheté la forêt de Breteuil dix millions et on vous en a offert quatorze; Je vous demande si, avec ces soixante-quatorze millions de capital,

vous ne pouvez pas payer un million. (Vive agitation.)

M. DE MONTALIVET : L'orateur s'est cru obligé de demander la parole à cause des premiers mots que j'ai prononcés. Il a rappelé que je m'étais servi du mot de calomnie; la chambre me rendra cette justice que je n'ai désigné personne. (Violents murmures à gauche.)

Je me suis tenu dans les formes parlementaires; je puis, comme homme, avoir telle opinion qu'il me convient, et j'aurais pu m'en expliquer; mais dans cette assemblée je suis asservi à des règles dont je ne me suis pas départi. L'honorable préopinant (Hilarité), le préopinant (murmures à gauche), le préopinant (nouveaux murmures). Il n'y a pas de loi qui m'oblige à dire honorable (murmures). La liberté doit être égale pour tous à cette tribune, elle doit être encore plus grande pour les ministres qui parlent en vertu de leur droit. (Rumeurs.)

Le préopinant n'a fait que s'attacher à un argument de l'honorable M. Charmaule (Nouveaux murmures). Il n'a fait que se placer sur le terrain du capital du domaine privé, tandis qu'il s'agit du revenu. On nous accuse d'avoir fait une erreur sur le chiffre du revenu: on le porte à 1,583,635 fr., tandis qu'il n'est que de 1,535,635 fr. (Rumeurs.)

M. LHERBETTE : Quinze cent quatre-vingt-huit.

M. CHARMAULE : Voici le titre: un million cinq cent quatre-vingt-huit mille six cent trente-cinq. (Rumeurs.)

M. MONTALIVET : L'erreur n'est pas de notre fait; nous avons cité le revenu net; mais il faut en déduire les impositions. (Non! non! c'est déjà compté.)

M. le ministre reproduit ce qu'il a déjà dit sur les charges du domaine privé; puis répondant à M. Charmaule qui s'est étonné qu'on ait pu aliéner des biens de mineurs, il déclare qu'une forêt a été vendue à une personne qui s'est contentée de la parole du roi se portant fort de la ratification à la majorité de ses enfants, ce qui prouve, dit-il, qu'il y a encore en France des gens qui croient à la parole du roi. (Agitation.)

On a réduit en capital les revenus, je ne conteste pas les évaluations; mais je dis que la question est déplacée; il ne s'agit pas du capital, mais des revenus. Si vous vous reportez à la discussion de la loi sur la liste civile, vous verrez que les uns voulaient prendre en considération les chiffres du domaine privé, tandis que les autres ne voulaient pas le compter, la chambre se rendit à l'opinion de ceux qui tenaient compte du domaine privé.

M. O. BARROT : Mais non.

M. DE MONTALIVET : Ainsi on en a tenu compte.

Quant à la question de savoir si le roi pourrait détourner un million sur ses revenus pour doter ses enfants, il n'y a pas de doute qu'il le pourrait; mais alors il ne pourrait plus secourir, comme il le fait aujourd'hui, le malheur; il ne pourrait plus encourager les arts. (Agitation.) Il serait obligé de réduire l'état de la liste civile. (Agitation.) On a contesté au roi le droit de faire des traités de mariage.

M. LHERBETTE : Non, mais de stipuler des sommes d'argent.

M. DE MONTALIVET : Ces traités sont conformes à notre droit ancien; voyez d'ailleurs ce qu'on vous demande, c'est de sanctionner par un vote l'alliance de la France avec un pays qui nous a imité par sa glorieuse révolution et par sa modération après la victoire. (Agitation.)

Ce n'est pas moi qui ai soulevé la question, et je déclare qu'il est temps, dans l'intérêt de la dignité de la couronne, que cette discussion ait un terme. (Aux voix! aux voix!)

M. LHERBETTE (aux voix! aux voix!) : C'est aussi dans l'intérêt de la couronne que je voudrais voir la discussion continuer. (Aux voix! aux voix!) Ce n'est pas nous qui l'avons ouverte, c'est le ministre qui nous a apporté des détails, des chiffres (aux voix! aux voix!) que nous ne pouvons contester sans les avoir examinés. (Aux voix! aux voix!)

M. LE PRÉSIDENT : On demande la clôture; je la mets aux voix.

La clôture est ordonnée. L'orateur descend de la tribune.

M. LE PRÉSIDENT : Pour constater les droits de la chambre, je lis l'article 21 de la loi du 2 mars 1832 :

« En cas d'insuffisance du domaine privé, les dotations des enfants nés du roi seront réglées et ordonnées par des lois spéciales. »

Ainsi les traités ne sont que des formes, le droit de la chambre est respecté, elle doit être appelée à faire la loi.

Je lis l'article.

Art. 1^{er}. Une somme d'un million est mise à la disposition du ministre des finances pour payer la dot de S. A. R. Madame la princesse Louise d'Orléans, conformément au traité conclu le 28 juillet 1832, entre S. M. le roi des Français et S. M. le roi des Belges.

L'article est adopté à une forte majorité.

M. LE PRÉSIDENT : Il y a un amendement de M. Auguis, qui remplacera l'art. 2. Cet amendement consiste à établir que le million de la dot sera en déduction des sommes dues par la Belgique à la France.

M. AUGUIS : La discussion m'ayant convaincu qu'il n'y a pas insuffisance du domaine privé, je retire mon amendement, convaincu qu'il n'y a rien à allouer. (Agitation.)

M. LARABIT : Je prie M. le ministre des affaires étrangères de nous dire où en sont les négociations avec la Belgique, relativement aux répétitions que nous avons à prétendre sur elle? (Rumeurs.)

M. MOLÉ, président du conseil : On s'occupe de ces négociations et les intérêts de la France ne sont pas négligés.

M. LARABIT : Voilà vingt ans qu'on nous fait la même réponse, et je ne désespère pas de l'entendre encore plus d'une fois.

M. LE PRÉSIDENT : Je lis l'article 2 :

Art. 2. Il sera pourvu aux dépenses autorisées par la présente loi, au moyen des ressources accordées par la loi des finances du 18 juillet 1836, pour les besoins de l'exercice de 1837.

L'article est adopté.

M. LE PRÉSIDENT : La chambre va procéder au scrutin. (L'appel nominal! l'appel nominal!)

Alors restez à vos places.

M. PISCATORY procède à l'appel nominal, et chacun vote à son tour à l'appel de son nom.

Voici le résultat du scrutin : Votants, 379. Majorité absolue, 190; boules blanches, 239; boules noires, 140.

La chambre a adopté. (Vive sensation.)

La séance est levée.

Ordre du jour du vendredi 28 avril 1837.

A une heure séance publique.

Discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1834.

Discussion du projet de loi portant demande d'un crédit supplémentaire pour les dépenses secrètes.

Faits divers. — Accidents. — Sinistres.

On écrit de Lyon :

« Les travaux commencés pour les chemins de l'Observance et de la route départementale de l'Azergue, près la Tour, occupent environ cinq cents ouvriers de nos manufactures : on paraît très satisfait de leur travail. »

— Une rencontre a eu lieu mercredi entre un agent de change et un spéculateur de la Bourse; le premier a été atteint d'un coup d'épée dans la poitrine; la blessure, dit-on, n'aura aucune suite fâcheuse.

— Hier, un jeune commis-marchand, qui s'était arrêté aux Champs-Élysées pour y contempler l'exercice d'un écoumoteur, sentit une main qui se glissait furtivement dans la poche de son habit.

Le jeune homme se retourne brusquement, et, par ce mouvement imprévu, la main engagée dans la poche y resta prise comme dans un collet, ce qui permit à deux agents de police, placés dans la foule, de venir en arrêter le propriétaire.

Conduit au poste voisin, on ne trouva d'abord aucune pièce de conviction dans les larges poches de sa redingote; mais en examinant de plus près la protubérance peu commune de son abdomen, on y découvrit une cavité de laquelle, au grand désappointement du voleur, on retira successivement une douzaine de mouchoirs de toutes dimensions et de toutes qualités.

Interpellé sur l'origine d'une collection si complète, cet homme, nommé Pélisson, soutint avec une rare effronterie, qu'il avait trouvé ces objets au pied d'un arbre, et qu'il les avait ainsi placés sur son corps, afin de se préserver de l'humidité.

Cette ingénieuse explication n'a pas fait fortune auprès des deux sergents de ville, qui l'ont conduit immédiatement à la préfecture de police.

— On écrit de Vienne qu'un M. Steiner, neveu d'un actionnaire de la banque de cette ville, qui est mort dernièrement et a laissé une fortune de 5 millions de florins (12 millions et demi de francs), a mis fin à son existence en se précipitant d'un quatrième étage dans la rue; parce que son oncle ne lui avait légué que 1,000 florins de rente. M. Steiner possédait 200,000 florins de revenu.

Une affluence considérable se porte aux représentations de la *Chambre Ardente* à la Porte-Saint-Martin. Mlle George, Alexandre et Mlle Clara Stéphani, secondées par l'élite de la troupe, sont vivement applaudies dans les trois rôles principaux.

Variétés.

LE SALON DE LA COMTESSE MERLIN.

Après avoir déploré la perte des salons que les révolutions ou la mort ont fermés pour jamais, après avoir gémi sur l'écroulement ou la profanation de ces temples élevés à l'ancienne déité des Français, à la conversation, il faut bien nous consoler un peu en parlant de ce qui nous reste.

Nous espérons que le nom de Mme la comtesse Merlin, étant déjà si justement célèbre, on nous pardonnera de l'insérer ici à la tête de ceux qui honorent le plus les arts et la bonne compagnie. Mme la comtesse Merlin est du petit nombre de personnes qui peuvent braver la publicité; elle-même a reconnu cette vérité en publiant sa vie; aussi croyons-nous pouvoir, sans crainte de l'offenser, réparer l'oubli qu'elle a fait de parler de ses talents et de ses soins à réunir, à encourager les artistes de tous les pays qui ont fait de son salon un paradis harmonieux. Là, des voix d'anges empruntées à de jeunes et jolies personnes, dont les accents n'ont encore ravi que leur famille, chantent les psaumes de Marcello, les chœurs de la Création, par Haydn, ou ceux de Moïse, avec cette pureté qui donne aux chants sacrés le premier rang sur tous les autres. Aux sons de ces accords divins, la femme la plus évaporée, l'élégant le plus inaccessible aux émotions d'âme, se sent émus d'un trouble religieux. L'esprit fort le plus décidé à ne rien croire, reconnaît, à cette sainte harmonie, une autre patrie que la terre; et là, entouré de toutes les séductions du monde réel, il rêve malgré lui un monde encore plus beau; il conçoit enfin qu'un si noble langage ne peut s'adresser qu'à Dieu.

Il est impossible de ne pas reconnaître l'influence que le salon de Mme la comtesse Merlin a exercé sur la musique *société* à Paris. C'est elle qui, la première, a prouvé qu'on pouvait joindre, sans nul inconvénient, les avantages d'une femme du monde, au talent d'une grande cantatrice, car personne ne niera que, si Mme Merlin fut née dans la classe des artistes, elle n'eût atteint les plus hauts succès qui ont illustré les concerts ou la scène. Sa voix brillante, étendue, forte et légère à la fois, le sentiment dramatique qui l'anime et qui se trahit en dépit du point d'orgue convenu, de la dignité d'amateur et du cercle paré qui l'écoute, joints à tant d'autres dons que la nature lui a prodigués, l'aurait rendus l'idole du public; elle s'est bornée à être celle des amateurs de la bonne musique. Mais on peut juger de l'effet qu'eût produit le beau talent de Mme Merlin sur un parterre nombreux, lorsqu'on se rappelle les applaudissements qui firent retentir la salle du Vauxhall, le jour du concert dirigé et donné par elle au profit des Grecs. Cette bonne action, franchement et noblement accomplie, ne fait pas moins d'honneur à l'esprit, à la bonne grâce, qu'à la générosité de Mme Merlin; car il fallait toute sa supériorité pour ne pas craindre le concours d'un talent aussi distingué que celui de Mme Dabignon, cette charmante élève de Crescentini, vrai modèle de la grande méthode italienne, qui dit le récitatif comme la Grassini, et possède au suprême degré cette déclamation mélodieuse, cette manière de rendre la phrase musicale, dont on faisait tant de cas avant que les roulades eussent défroncé le chant.

C'est un souvenir qui restera dans tous les mémoires du temps, que cette réunion de tant de jolies femmes et de voix ravissantes, accompagnées par le premier compositeur du siècle, et bravant leurs habitudes casanières, leur timidité d'amateur, et la critique d'un public payant, tout cela pour être charitable. On reconnaissait dans les chœurs la fille de la duchesse de D..., celle de la comtesse de L..., et beaucoup d'autres, que l'appât d'une bonne action avait seule déterminées à se mettre ainsi en spectacle; mais nul mauvais esprit n'eût osé les blâmer, et ce dévouement sans danger devrait servir d'exemple aux femmes distinguées qui hésitent tant aujourd'hui à sacrifier leur amour-propre ou leur modestie au profit des pauvres. Quel meilleur emploi à faire de cette éducation privilégiée, de ces talents acquis avec peine; de ces manières naturellement nobles et gracieuses, qui sont d'ordinaire le partage des femmes bien élevées, ou même élevées à l'effet. Car il faut être franc même avec le public, la mère qui met tous ses soins à faire valoir l'esprit et les grâces de sa fille, qui paie à grands frais Bordogni, Bertini, ou Labarre, pour lui donner un grand talent en musique, qui la met en pénitence lorsqu'elle fait des fautes d'orthographe, et l'oblige à lire des traités d'histoire et de littérature; cette mère espère qu'en offrant à sa fille tant d'occasions d'exercer son génie, elle daignera bien être supérieure en quelque chose. Il s'en trouve parfois, il est vrai, d'insensibles à toutes les séductions de la science et des arts. Nous ne parlons point de celles-là, le bonheur les soustrait à la gloire; ce sont les élues de ce monde, où les pauvres d'esprit ne sont pas moins bien partagés que dans l'autre; mais si l'on ne se donne pas les facultés que la nature refuse, on ne peut neutraliser ce sentiment poétique, ce goût pour l'esprit, cet amour des arts, dont le ciel anime une âme d'élite; il faut qu'une personne douée ou affligée d'une telle nature, en subisse toutes les conséquences; car l'intelligence et l'aptitude la mèneront au talent, et une fois qu'elle aura dépassé le grand niveau de la médiocrité, elle n'aura plus rien à attendre de la bienveillance du monde. C'est donc à l'admiration qu'il lui faudra avoir recours; noble refuge qui ressemble à ces palais de marbre et d'or, où l'on meurt de froid et de faim. Mais comme il n'est aucun moyen de gagner la fée qui nous dote ou nous déshérite en naissant, le mieux est d'oublier ce qui manque, en mettant à profit ce qu'on possède, et que peut-on faire de plus honorable, de plus vertueux même, que de consacrer ses talents à soulager le malheur.

C'est se mettre en évidence, dit-on; sans doute, mais cette mère dont nous parlons, et qui veut que sa fille chante, non pas ces naïfs duos d'opéra comique qui suffisaient jadis aux concerts de famille; mais les plus beaux airs de la Malibran, de la Crispi, est-ce pour enchanter les derniers jours de quelques vieux parents, ou pour ravir le noble châtelain qui doit épouser sa fille, que cette bonne mère lui fait faire tant de gammes, tant de trilles, tant de *fiorettes* savantes? Non, elle veut que tout Paris sache que sa fille a un talent supérieur, et ce n'est pas moi qui blâmerai cet orgueil maternel, le plus excusable de tous ceux qui agitent un cœur de femme. Je prouverai seulement qu'une fois ce besoin d'être applaudie reconnu, rien ne doit empêcher de l'appliquer à une bonne action.

Parmi tout ce qui a changé en France, on pourrait affirmer qu'il n'y a pas eu de révolution plus complète que celle opérée dans notre musique et dans la manière d'en jouer. Un de nos plus anciens usages sans contredit, était celui de faire chanter nos jeunes femmes pour charmer les convives d'un palais, d'une maison bourgeoise, ou d'une chaumière; jamais usage ne fut plus général. Depuis la repasseuse qu'on invitait à venir manger des crêpes, à condition qu'elle chanterait un noël à la veillée, jusqu'à la noble héritière qu'on faisait sortir de son couvent pour chanter au dessert chez sa grand-mère l'air cadencé de Rameau ou de Lully; chaque salon, grand ou petit, à fauteuils dorés ou à chaises de paille, avait sa cantatrice amateur. Vieille ou jeune, cette fauvette apprivoisée était invitée née de tous les dîners

ad'parat qui se donnaient dans la famille; et comme elle savait le prix attaché à cette faveur, elle ne se faisait jamais prier. La pose du dernier, du plus humble des plats de dessert, de ces quatre-mendiants, pendant inévitable de l'assiette de macarons, était le signal du coup de gosier par lequel la chanteuse débutait, sans que nul accord vint lui donner le ton, sans que nulle ritournelle avertisse son public de ce qui le menaçait.

Cela rappelle cette demoiselle, qui se trouvant au dîner d'accords, où elle jouait le premier rôle, entama tout-à-coup le grand air de la *Belle Arsène*, sans penser que son futur pourrait s'inquiéter du choix de ces paroles :

Non, non, non, j'ai trop de fierté

Pour me soumettre à l'esclavage.

Mais dans ce temps-là, on ne savait bien qu'un air et on le chantait toujours, qu'il allât bien ou mal à la situation; on choisissait d'ordinaire l'air marquant de l'opéra qui venait d'obtenir le plus de succès. Tant pis pour le repas de nocce qui se donnait du temps où l'air de *Castor et Pollux* était à la mode; il fallait subir le chant funèbre de

Tristes apprêts, pâles flambeaux, etc.

avant d'arriver aux flons flons bachiques, aux refrains graveleux, faits pour la circonstance.

Cependant l'opéra-comique, qui faisait alors les délices du monde élégant, remplaça bientôt les lamentations du grand-opéra; on n'applaudit plus qu'à des ariettes, et l'usage en fut généralement répandu : ce qui valut tant de confusion et de moqueries à l'innocente qui se mit à chanter à souper chez la marquise de Puisieux l'air des *Chasseurs et la Laitière* :

Je suis, etc., etc.

On n'ose en citer davantage.

Ces sortes de concerts de table finissaient de coutume par des chansons fort gaies, que la jolie chanteuse d'opéra n'entendait point, car alors les jeunes personnes sortaient de table, dès que les convives commençaient à s'amuser; mesure aussi profitable à l'innocence des uns qu'à la gaieté des autres.

L'usage du clavecin, puis du piano accompagnateur, fit tomber celui des chants solitaires. Il ne se trouva plus de femme qui voulût aventurer sa voix sans l'appui d'un instrument à cordes. Alors l'air dramatique reprit son pas sur l'arlette, la romance opprima la chanson, et les accents de la naïve chanteuse furent anéantis sous le récitatif et les éclats de voix de la cantatrice savante.

L'art gagna sans doute à cette révolution; des maîtres venus d'Italie apprirent aux amateurs à filer des sons, les initièrent dans le grand art de ménager sa respiration, d'enfler ou de réduire la voix à volonté; on cessa de crier en mesure, d'inspirer aux auditeurs bénévoles la crainte de voir étouffer le chanteur au milieu de la longue phrase qui lui faisait perdre haleine. Chacun s'enrôla sous les drapeaux de la méthode italienne ou allemande; ces deux puissances étrangères amenèrent une sorte de guerre civile en France, dans cette bonne France si indifférente jusque-là au progrès de l'harmonie, à qui les airs de ses vieilles ballades, de ses menus cadencés, suffisaient; qui n'aimait dans ses chansons que leur refrain spirituel, grivois ou malin, sans s'inquiéter des notes qui les soutenaient; cette France qui, sans l'Angleterre, eût été le pays moins musical de l'Europe, prit feu tout à coup pour ou contre l'harmonie allemande ou la mélodie italienne; ce fut comme une guerre de religion, et l'on vit des familles déshonorées, des ménages troublés, des amitiés à jamais rompues, par suite de ces querelles musicales. Les esprits les plus éclairés, les plus doux, n'étaient point exempts de ce vertige; je ne me rappelle pas sans en rire tout ce que j'ai souffert dans ma première jeunesse de cette folie.

Une femme belle, aimable, dévouée à un mari spirituel et tant soit peu inconstant, voilà sans contredit tous les éléments d'un ménage parfait; aussi rien n'avait-il troublé celui de ma mère, lorsqu'elle découvrit un jour que j'avais une assez belle voix, et quelques dispositions pour la musique. Dès lors je fus livrée par ordre paternel aux leçons du célèbre *L'imperant*, le savant professeur d'Italie, auquel était dû le beau talent de la *Morichelli*. Mais comme ce grand professeur avait le plus profond mépris pour la musique de Gluck, qu'adorait ma mère, celle-ci me fit prendre, par son autorité, des leçons de *Richer*, le premier maître de chant indigène, celui qui donnait des leçons à la reine, qui dirigeait avec Piccini ses concerts, et que le talent inné du jeune Garat avait séduit à tel point qu'il le faisait chanter avec lui à la cour. Hélas! ces soirées de musique étaient devenues les seules distractions agréables à toutes les inquiétudes politiques, à tous les pressentiments sinistres qui accablaient déjà le cœur de cette malheureuse princesse. Et cet innocent plaisir lui-même n'était pas exempt de préoccupations craintives. A peine osait-elle laisser chanter le duo d'*Armide*, devant une cour empressée de lui plaire, en applaudissant le chef-d'œuvre du chevalier Gluck; et il lui fallait se contenter de quelques suffrages adressés au génie du compositeur qu'à son titre de compatriote de la reine. Cette femme qu'on accusait d'aimer son frère, ne pouvait protéger un talent allemand sans crime de haute trahison; il lui fallait composer son visage, dissimuler l'enthousiasme que lui inspiraient tant de nobles chants, cacher ses larmes en écoutant les *Adieux d'Iphigénie*, sous peine d'être soupçonnée d'une partialité coupable, de conserver quelques souvenirs de sa patrie, de s'émouvoir aux accents qu'elle lui rappelait, d'être appelée l'*Autrichienne*, l'*Etrangère*. . . . et l'on sait trop où ces deux noms devaient la conduire.

Sans avoir à craindre d'aussi cruelles conséquences de mon admiration pour la musique de Gluck, j'avais soin de ne l'étudier qu'en l'absence de mon père, cette étude fatigante par les notes élevées et soutenues du chant dramatique; j'en étais parfois exténuée, les jours où mon père, ayant rencontré Piccini, l'amenait dîner avec nous, et qu'il me fallait chanter les grands airs de *Didon*, après m'être enrouée en déclamant *Alceste*. Alors j'inventais quelques prétextes pour expliquer la faiblesse de ma voix, mon manque de respiration, sans jamais en avouer la véritable cause, discrétion qui me valait un regard reconnaissant de ma mère.

Je ne rapporte ces petits faits que pour donner une idée de l'importance qu'on attachait alors à la musique. L'apparition d'un nouvel opéra était un événement, presque une bataille; on y risquait sa vie pour son idole, comme dans ces temps d'ignorance où les chrétiens s'égorgeaient entre eux, faute de comprendre leur religion. L'esprit de combat est tellement naturel aux Français, qu'avant de sentir, d'apprécier, d'aimer un art, ils sont déjà tout prêts à se battre pour lui.

Il a fallu que l'étude de la musique devint aussi générale en France pour nous amener enfin à cette grande découverte, qu'il n'y a que deux musiques au monde, la bonne et la mauvaise; qu'un chef-d'œuvre n'a pas besoin de patrie, et qu'après s'être long-temps et justement moqué de la musique française, il faut bien convenir que l'école à laquelle on doit les partitions de *Montano*, de *Joseph*, de la *Dame blanche*, de la *Muette*, de *Fra-Diavolo*, du *Pré aux Clercs*, et de tant d'autres ouvrages charmants, a pris rang parmi les grandes puissances de l'harmonie.

L'exclusion, ce despote avare qui s'enferme dans son trésor, de peur de s'amuser des richesses d'un autre, n'a point d'accès dans le salon de la comtesse Merlin. On n'y demande le passe-port d'aucun talent avant de l'applaudir. Les différentes sectes attachées au culte des

NOTA. Sur les 120 actions émises, et réservées aux 120 premiers souscripteurs payant d'avance tout l'ouvrage, avec une remise de 100 fr., c'est-à-dire ne versant que 500 fr. au lieu de 600 ; il en reste encore quelques-unes à placer. Cela s'explique par l'habitude de l'administration, des établissements publics, et d'un grand nombre de particuliers, de ne payer leurs achats qu'au fur et à mesure. Le gérant, afin d'intéresser plus de personnes au succès de l'ouvrage, les a converties en coupons de 250 fr. donnant droit : 1° A un intérêt de 5 pour 0/0 par an ; 2° à une part proportionnelle dans les bénéfices et dans la propriété de l'ouvrage, ainsi que dans l'actif de la société ; 3° à 270 fr. de livraisons au choix dans le *Recueil*. De même tout souscripteur pour une somme de 500 fr. aura droit, sans préjudice des autres avantages, à un exemplaire complet du livre valant 600 fr. — Tout souscripteur pour une somme de 1006 fr. aura droit à un exemplaire sur papier de Chine, valant 1,600 fr. — Tout souscripteur pour une somme de 2,000 fr. aura droit à un exemplaire colorié valant 2,800 fr. (Voir, pour plus de renseignements, le *Journal des Débats* du 2 mars ; la *Quotidienne* du 22 février ; le *Constitutionnel* du 10 mars ; la *Gazette* du 24 février ; le *Courrier français* du 4 mars ; la *Presse* du 3 mars ; le *Temps* du 2 mars, etc., etc.)